

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 décembre 1938.

La nouvelle loi relative aux congés annuels payés

par Paul Horion

LA loi du 20 août 1938, entrée en vigueur le 31 du même mois, apporte de substantielles améliorations au régime des congés annuels payés.

La législation nouvelle étend le régime des congés annuels payés aux entreprises occupant de 1 à 4 ouvriers; elle assure le bénéfice du congé aux travailleurs qui sont occupés depuis un an au moins même s'ils ne sont pas restés au service du même patron. Elle prévoit des congés plus longs pour les adolescents.

Mais l'importance des innovations législatives apparaît plus encore si on ne les examine pas seulement au point de vue de leurs effets matériels, si on constate qu'elles ont modifié la portée morale des congés payés.

La Belgique est un des derniers pays qui a réalisé l'obligation légale des congés annuels payés au profit des ouvriers et des employés. Sans doute, depuis quelque dix ans le Parlement avait été saisi de propositions à cet égard, notamment la proposition Delvigne. Ce n'est qu'en 1936 que brusquement une loi en cette matière a été adoptée.

La loi du 8 juillet 1936 assurait sans doute des avantages importants au plus grand nombre de travailleurs, mais adoptée dans une confusion peut être facilitée par la rapidité avec laquelle elle a été mise sur pied, elle ne procédait pas d'une idée directrice bien nette: A la lecture de ses dispositions et surtout de celles de l'ar-

rêté royal du 14 août 1936, il n'était pas possible de dire nettement si le bénéfice du congé était une récompense pour la main-d'œuvre particulièrement stable et assidue ou la reconnaissance d'un droit, contre-partie exclusive du travail fourni.

Si les travaux parlementaires ne laissent aucun doute sur ce que les législateurs ont dans leur grande majorité voulu que le bénéfice des congés annuels payés ait le caractère d'un droit contre-partie partielle du travail fourni par l'ouvrier pendant les 51 autres semaines de l'année, il résulte néanmoins de la loi du 8 juillet 1936 que le congé est subordonné à la condition d'une année d'occupation au service du même employeur, et il en résulte que le congé n'est pas dû à raison de la somme du travail fourni, mais à raison du maintien des relations contractuelles envers un employeur déterminé. Il est la récompense de la fidélité de l'ouvrier envers un de ses patrons. Il dépend en dernière analyse de la volonté d'un patron qui peut en supprimer l'octroi en mettant fin au contrat de travail avant qu'une année soit accomplie.

L'arrêté royal du 14 août 1936 a accentué ce caractère.

La deuxième partie de l'article 1^{er} permet une réduction drastique de la durée du congé à titre de sanction des absences injustifiées de l'ouvrier. Le congé annuel est dès lors la récompense de l'assiduité au travail.

La loi de 1938 décide que le droit au congé annuel payé est acquis à l'ouvrier après une année de travail, à raison et comme contre-partie directe et exclusive de l'effort qu'il a fourni pendant un an, et ce quels que soient l'identité et le nombre des employeurs au service desquels il a travaillé. Le congé n'est plus la récompense de la fidélité ou de la docilité de l'ouvrier envers un patron déterminé.

La loi de 1938 décide que la rémunération du congé — et partant sa durée — est nécessairement proportionnelle au travail fourni (2 p. c. au moins du salaire), sans qu'elle puisse être diminuée d'une façon énorme à titre de sanction d'une faute contractuelle envers un patron déterminé, telle une absence injustifiée.

Enfin, le congé est dû quelle que soit la personnalité du patron, qu'il soit grand ou petit entrepreneur, quel que soit le nombre des ouvriers qu'il occupe.

Le congé est donc un droit qui naît exclusivement d'un élément personnel à l'ouvrier : la hauteur de l'effort fourni, l'importance du service rendu à l'économie industrielle en général.

A cet égard, la loi du 20 août 1938 constitue donc un progrès important dans le sens de l'émancipation des travailleurs. Aussi sera-ce sans esprit de dénigrement, mais dans le but unique d'attirer l'attention et de faciliter la tâche de ceux qui devront veiller à son application, que je vais brièvement en indiquer quelques lacunes.

A. — Le droit au congé est désormais acquis à un travailleur dès qu'il a gagné sa vie par les prestations en exécution de louages de services, depuis un an, ou tout au moins depuis un an à dater de la dernière des prestations qui a effectivement ouvert le droit au congé sous l'empire de la législation antérieure. La simple application de ce principe a donc pour conséquence que le droit au congé s'ouvrira à une date différente pour chaque bénéficiaire et que souvent cette date sera difficilement établie avec précision.

Aussi est-il souhaitable que le point de départ du droit au congé soit uniformément fixé à une date unique pour tous les intéressés; qu'il soit établi un exercice en vue de l'apposition des timbres et, conséquemment, de l'établissement de la rémunération du congé, que cet exercice compte aussi en vue de l'ouverture du droit au congé.

B. — Il est équitable que sous le régime nouveau comme sous celui de 1936, les jours d'absence momentanée justifiée pour maladie, accident, rappel sous les drapeaux ou autre événement de force majeure, comptent en vue de l'établissement et du calcul du droit au congé et que les timbres soient appliqués à raison de

ces jours même s'ils ne comportent pas de salaire.

C. — La loi du 20 août 1938 (publiée au *Moniteur* du 21 août) est entrée en vigueur le 31 août. Ce n'est donc que depuis cette date que des timbres doivent être apposés en vue de la rémunération du congé à prendre pendant l'été 1939.

Les timbres apposés depuis cette date en vue des congés de 1939 ne représenteront donc pas la rémunération normale d'une semaine, puisqu'ils n'auront pas été apposés depuis un an.

Les inconvénients qui résultent de cette situation momentanée doivent être résolus par des dispositions transitoires. Peut-être trouvera-t-on la solution en adaptant pour l'exercice atrophé de 1938-1939 la cotisation de 2 p. c. dans la mesure nécessaire pour que la charge résultant de l'octroi de congés pleins en 1939 soit couverte à suffisance quoique le nombre de cotisations mensuelles aura été moindre.

Mais cela ne pourrait être fait que par l'adaptation des cotisations pour la période postérieure au 31 août 1938 et non par l'imposition directe ou indirecte des cotisations pour une période antérieure à l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, car la loi n'a prévu aucun effet rétroactif.

Les cotisations exceptionnelles seraient donc dues pour les travailleurs occupés depuis le 31 août 1938, quels qu'aient été leurs services antérieurs et quels que soient les droits qu'ils aient tirés de l'ancienne législation sur les congés annuels payés.

Voilà les principales difficultés que pose l'application de la loi du 20 août 1938. Il est, paraît-il, question de les résoudre dans un arrêté royal d'application générale qui remplacera l'arrêté royal du 14 août 1936.

Mais les solutions ne devront-elles pas dépasser, pour être efficaces, le cadre des modalités d'application et des adaptations pour lesquelles les articles 2 et 5 de la loi donnent les pouvoirs nécessaires au Gouvernement? Ne sera-t-il pas nécessaire de demander au Parlement qu'il adapte lui-même certains textes aux nécessités de la période transitoire? C'est là un point délicat, sur lequel on ne pourrait se faire une opinion qu'après lecture des textes précis sur lesquels les techniciens de la matière se seraient mis d'accord.

En tout cas, il n'y aurait aucun inconvénient pour le Gouvernement à demander aux Chambres législatives l'intervention nécessaire, car si le Parlement avait adopté le texte primitif du projet de loi déposé par le Gouvernement et élaboré par ses services juridiques, texte qui prévoyait notamment qu'un arrêté royal déterminerait la date d'entrée en vigueur du régime nouveau, plusieurs des difficultés que nous avons signalées ne se présenteraient pas.

Société M
Applica
A. R.

Loi du 2
1936
A. R.
rales d

Fixation
garanti
du 20-

Taux des
par les
24-VII-
causés
du 29-
à l'A.
à payer
38 (M.

Secours
1938).

Approbat
des ca
(M. B.

Agrégation
tions f
des em
A. R.

Institution
tions f
des em
A. R.

Institution
cations
non sa
4-XII-3

Agrégation

Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 10 décembre 1938.

Réglementation du travail.

DURÉE DU TRAVAIL

Société Nationale des Chemins de fer vicinaux. — Application de l'art. 5 de la loi du 14-VI-21. — A. R. du 17-XI-38 (M. B. du 24-XI-38).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Loi du 20 août 1938, modifiant la loi du 8 juillet 1936 concernant les congés annuels payés. — A. R. du 8-XII-38 déterminant les modalités générales d'application (M. B. du 9-XII-38).

Assurances sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Fixation du montant de la cotisation du fonds de garantie à percevoir pour l'exercice 1938. — A. R. du 20-X-38 (M. B. des 2-3-XI-38).

MALADIES PROFESSIONNELLES

Taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1938, par les chefs d'entreprise soumis à la loi du 24-VII-1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles. — A. R. du 29-XI-38 (M. B. du 5-XII-38). — Modification à l'A. R. du 9-III-38 fixant le taux des cotisations à payer pour l'exercice 1937. — A. R. du 29-XI-38 (M. B. du 9-XII-38).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Secours d'hiver (mois de novembre et de décembre 1938). — A. R. du 29-XI-38 (M. B. du 2-XII-38).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Approbation des modifications apportées aux statuts des caisses de compensation. — A. R. du 14-X-38 (M. B. des 2-3-XI-38).

Agréation provisoire à trois caisses mutuelles d'allocations familiales. (Allocations familiales en faveur des employeurs et des travailleurs indépendants. — A. R. du 31-X-38 (M. B. du 23-XI-38).

Institution d'une caisse mutuelle nationale d'allocations familiales. (Allocations familiales en faveur des employeurs et des travailleurs indépendants. — A. R. du 19-XI-38 (M. B. du 4-XII-38).

Institution d'une caisse mutuelle auxiliaire pour allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés. — A. R. du 19-XI-38 (M. B. du 4-XII-38).

Agréation provisoire de sections mutuelles d'allocation

familiales. — A. M. du 24-XI-38 (M. B. du 9-XII-38).

MUTUALITÉS

Sociétés mutualistes. — Reconnaissance légale. — A. R. du 20-X-38 (M. B. des 2-3-XI-38).

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation de nouvelles dispositions statutaires de 145 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 28-X-38 (M. B. du 23-XI-38).

Sociétés mutualistes. — Fusions. — A. R. du 17-XI-38 (M. B. du 2-XII-38).

Commissions paritaires.

COMITÉS NATIONAUX

Services publics. — C. N. Désignation des membres. — A. M. du 12-X-38 (M. B. des 17-18-X-38).

Industrie du cartonnage. — C. N. Composition. Modification. — A. M. du 10-X-38 (M. B. du 23-X-38).

Industrie de la fabrication des pâtes alimentaires. — Institution d'un C. N. chargé de délibérer sur les bases du salaire et les conditions de travail dans l'industrie de la fabrication des pâtes alimentaires. — A. M. du 8-X-38 (M. B. du 23-X-38).

Industrie de la fabrication des huiles (végétales). — Institution d'un C. N. chargé de délibérer sur les bases du salaire et les conditions de travail dans l'industrie de la fabrication des huiles (végétales). — A. M. du 11-X-38 (M. B. du 27-X-38).

Commerce de gros en alimentation et en droguerie. — Nomination de membres patrons. — A. M. du 21-X-38 (M. B. du 5-XI-38).

Industrie de la fabrication des margarines. — Institution d'un C. N. — Nomination des membres. — A. M. du 22-X-38 (M. B. du 9-XI-38).

Industrie céramique (briqueteries mécaniques ou à la main exceptées). — Institution d'un C. N., de comités professionnels et de comités régionaux paritaires. — A. M. du 21-X-38 (M. B. du 10-XI-38).

Industrie de l'amidonnerie, de la glucoserie et de la mairerie. — Institution d'un C. N. — A. M. du 25-X-38 (M. B. du 10-XI-38).

Fabrication de la glace artificielle et entreposage frigorifique. — Institution d'un C. N. — A. M. du 9-XI-38 (M. B. du 23-XI-38).

Industrie de la malterie. — Institution d'un C. N. — A. M. du 21-XI-38 (M. B. du 7-XII-38).

Industrie du cartonnage. — C. N. Composition. Modification. — A. M. du 26-XI-38 (M. B. du 7-XII-38).

COMITÉS RÉGIONAUX

Ports de Bruxelles et de Vilvorde. — C. R. Composition. Modification. — A. M. du 7-X-38 (M. B. du 23-X-38).

Industrie côtière et la construction en bois. — C. R. Composition. Modification. — A. M. du 24-X-38 (M. B. du 11-XI-38).

Industrie briquetière de la région Rupel-Escaut. — C. R. Composition. Modification. — A. M. du 8-XI-38 (M. B. du 15-XI-38).

Industrie du vêtement pour hommes (Province de Liège). — Institution d'un C. R. — A. M. du 28-XI-38 (M. B. du 7-XII-38).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Sentence de la Commission arbitrale de Charleroi

5 mars 1937

Gillis c/ Houillères Unies.

Accident du travail. — Lésions au doigt. — Algidité. — Incapacité permanente : 4 p. c. — Expertise judiciaire. — Valeur probante.

La raideur des articulations II et III du médius gauche, légère atrophie et algidité du doigt, entraîne une incapacité permanente de 4 p. c.

L'appréciation divergente et non contradictoire du médecin du demandeur n'est plus de nature à infirmer, ni même à énerver les conclusions de l'expert commis, lequel agit en vertu d'un mandat de Justice et n'est à la solde d'aucune des parties.

Revu notre sentence du 16 octobre 1936 désignant M. le docteur Haulot, de Charleroi, comme expert.

Attendu que les conclusions prises par l'expert commis, apparaissent comme justes et bien vérifiées, sauf toutefois que la reprise du travail par la victime ayant eu lieu le 2 mars 1936, l'incapacité totale doit être calculée du 16 janvier 1936 au 1^{er} mars 1936 inclus et l'incapacité temporaire à 50 p. c., du 2 au 11 mars 1936 inclus;

Attendu que la défenderesse, Caisse Commune, admet les conclusions de l'expert commis, sous la réserve de la légère correction qui vient d'y être apportée par la Commission arbitrale;

Attendu que, d'autre part, le demandeur conteste le taux de 4 p. c. fixé par l'expert à titre de dépréciation permanente et postule que celle-ci soit fixée au taux de 8 p. c.;

Qu'il se base, pour justifier cette majoration, sur un avis qu'il a sollicité du docteur Goffin, de Marcinelle;

Attendu qu'ainsi que le fait observer fort justement le Service médical de la Caisse Commune, le désaccord du docteur Goffin avec l'expert, consiste plus en une différence d'interprétation et d'évaluation qu'en une différence de constatations. Qu'à cet égard, les considérations développées par le Service médical de la Caisse Commune démontrent la fragilité des critiques formulées par M. le docteur Goffin à l'encontre des conclusions de l'expert commis;

Attendu au surplus, que l'appréciation divergente et non contradictoire du médecin du demandeur n'est

plus de nature à infirmer, ni même à énerver les conclusions de l'expert commis, lequel agit en vertu d'un mandat de Justice et n'est à la solde d'aucune des parties;

Attendu qu'une demande d'expertise nouvelle est non pertinente en présence des résultats probants de l'expertise à laquelle il a été procédé.

Par ces motifs,

La Commission arbitrale, après vaine tentative de conciliation, dit que le demandeur a été atteint d'incapacité temporaire totale du 16 janvier 1936 au 1^{er} mars 1936; partielle au degré de 50 p. c. du 2 mars 1936 au 11 mars 1936 inclus; condamne la défenderesse, Caisse Commune, à payer au demandeur une indemnité journalière calculée sur ces bases et un salaire annuel de 8,717 fr. 25; dit que le demandeur est atteint actuellement d'incapacité permanente partielle; fixe le degré de dépréciation à 4 p. c.; en conséquence, condamne la défenderesse, Caisse Commune, à lui payer, à partir du 12 mars 1936, date de la consolidation de la blessure, une allocation annuelle basée sur une dépréciation de 4 p. c. et un salaire annuel de base de 9,020 fr. 25, sauf à la transformer en rente à l'expiration du délai de révision; condamne la défenderesse aux dépens.

— x —

CONTRATS DE TRAVAIL

Conseil de Prud'hommes de Liège (*) (Chambre pour Ouvriers)

4 février 1938

C. c/ S. A. C. B. F.

Contrat de travail. — Indemnité de préavis. — Prescription.

La prescription établie par l'article 6 de la loi du 10 mars 1900 est une prescription absolue et non une prescription basée sur une présomption de paiement. Elle n'est pas susceptible d'être renversée par le refus de serment de crédibilité.

Elle a le caractère de prescription absolue qu'elle s'applique à une action en paiement de salaire ou à une action ayant un autre objet.

(*) Les jugements marqués d'un * sont empruntés à la revue *Jurisprudence de louage d'ouvrage*, de M^e L.-Th. Léger.

Attendu que le demandeur réclame à la société défenderesse le paiement d'une somme de 119 fr. 25, montant d'une indemnité de préavis qui lui serait due pour renvoi immédiat et intempestif;

Attendu qu'à cette réclamation, la société défenderesse oppose tout d'abord que l'action est prescrite; qu'elle signale que le contrat de travail du demandeur a pris fin le 24 mars 1937, et qu'en conséquence toute action résultant du dit contrat était, aux termes de l'article 6 de la loi de 1900, prescrite le 27 septembre 1937; que, partant, l'invitation en conciliation du 26 novembre est tardive;

Attendu que le demandeur prétend que cette prescription ne lui est pas opposable pour la raison qu'elle n'est autre que celle de l'article 2271 du Code civil appliquée à la matière du contrat de travail;

Qu'elle repose donc, comme cette dernière, sur une présomption de paiement; qu'en conséquence, la défenderesse ne peut s'en prévaloir puisqu'elle admet ne pas avoir payé les sommes qui font l'objet de la demande;

Attendu que ce soutènement se heurte tout d'abord au caractère général de la prescription instituée par l'article 6 de la loi sur le contrat de travail qui résulte des termes « les actions qui dérivent du contrat de travail se prescrivent par six mois »;

Attendu, en effet, qu'il faut bien reconnaître que cette prescription ne peut être basée sur une présomption de paiement, puisqu'elle s'applique à toutes les actions qui naissent du contrat de travail, quel que soit leur objet et qu'il est évident que l'on doit pouvoir donner une base unique à une prescription applicable à des actions portant sur les objets divers;

Attendu au surplus que l'on doit également constater la non-analogie de la loi sur le contrat de travail avec la prescription de l'article 2271 du code civil lorsqu'on considère que la disposition de l'article 6 de la loi de 1900 ne reproduit pas la disposition de l'article 2275 du code civil relatif au serment de crédibilité;

Attendu qu'à cet égard, il importe de signaler que le rapport de la section centrale contenait les phrases suivantes:

« Peut-être la Chambre se demandera-t-elle si le serment de crédibilité prévu par l'article 2275 du code civil pour les cas de courtes prescriptions, ne pourrait également s'appliquer lorsqu'une prescription de six mois est opposée à une action dérivant du contrat de travail. Si elle opine pour l'affirmative, un amendement complémentaire devra être ajouté au projet. » (Documents Parlementaires, sessions 1897-1898, page 46.)

Attendu que le caractère juridique de cette affirmation n'a pu échapper aux législateurs de l'époque et que dès lors, si aucun amendement n'a été introduit, c'est qu'ils ont estimé qu'il fallait rejeter ce moyen de preuve parce qu'ils considéraient que la prescription dérivant du contrat de travail ne reposait nullement sur une présomption de paiement;

Attendu que l'on doit déduire de ce qui précède qu'en la matière du contrat de travail, la bonne foi qui est à la base de l'article 2271 est sans influence, qu'elle cède le pas à l'intérêt supérieur de la paix sociale qui exige de limiter à une courte durée, la possibilité des conflits entre patrons et ouvriers et qu'en réalité, il faut admettre que la prescription de

l'article 6, tout comme la prescription trentenaire s'inspire exclusivement d'une considération d'intérêt général;

Attendu qu'il est vrai que la bonne foi est sans influence sur le droit de la défenderesse de soulever l'exception de prescription; qu'il résulte du texte même de l'article 6 que celle-ci peut être invoquée en cas de dol, c'est-à-dire de mauvaise foi, à la seule condition que le délai de six mois soit expiré;

Attendu qu'il suit des considérations indiquées ci-dessus que l'exception de prescription doit être accueillie.

Par ces motifs,

Le Conseil de Prud'hommes, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclare l'action du demandeur prescrite et lui délaisse les dépens.

CONGÉ PAYÉ

Conseil de Prud'hommes de Gand (*) (Chambre pour Ouvriers)

(Bureau de conciliation siégeant comme bureau de jugement)

21 janvier et 29 mars 1938

C c/ N. P.

**Congé payé. — Travailleurs à domicile. —
Loi du 8 juillet 1936 applicable.**

La loi du 8 juillet 1936 est applicable aux travailleurs à domicile. Le Conseil doit, dans chaque cas, examiner si cette application est possible d'après les données de la cause.

PREMIER JUGEMENT

Attendu que l'action tend à voir accorder à la défenderesse les avantages prévus par la loi du 8 juillet 1936 sur les congés annuels payés;

Attendu que la défenderesse allègue que la demanderesse est travailleuse à domicile, et que partant, vu l'état actuel de la législation et de la réglementation concernant les congés payés, la loi précitée ne peut être appliquée et que pour le moins la cause doit être suspendue jusqu'à ce que soient édictées les mesures nécessaires rendant leur application possible en la matière;

Attendu que les parties sont d'accord pour reconnaître que la loi de 1936 n'exclut pas les travailleurs à domicile des avantages qui y sont prévus;

Que, toutefois, la défenderesse, à l'appui de sa thèse, tendant à rejeter l'action ou à suspendre le jugement y relatif, fait valoir qu'aussi longtemps que des dispositions spéciales ne seront pas prises concernant les travailleurs à domicile, de nombreux obstacles, notamment la détermination de la durée du travail effectivement presté, du salaire gagné par le travailleur à domicile par son propre travail, à l'exclusion de celui des membres de sa famille travaillant en même temps et des aides rémunérés, de la valeur de fournitures payées par le travailleur, etc.,

(*) Les jugements marqués d'un * sont empruntés à la revue *Jurisprudence de louage d'ouvrage*, de M^e L.-Th. Léger.

rendront impossible la détermination dans le cadre de la loi des droits du travailleur ;

Qu'il invoque une déclaration faite au Sénat par le ministre compétent, d'après laquelle il était clair que « pour les travailleurs à domicile, une réglementation spéciale sera nécessaire », et le point de vue de juristes traitant de la réglementation des congés payés ;

Attendu qu'il est indiscutable que les susdites complications rendront en général difficile l'application de la loi au travail à domicile et l'empêcheront peut-être parfois ;

Que, cependant, la loi de 1936 prévoit l'application des congés payés en faveur des travailleurs à domicile ;

Que tant que la réglementation spéciale attendue n'est pas décrétée, les tribunaux auront à examiner si, dans chaque cas spécial, les difficultés invoquées rendront provisoirement l'application de la loi impossible ;

Que, à cette fin, les renseignements demandés ci-après peuvent être susceptibles de rendre possible la solution du litige.

Par ces motifs,

Le Conseil, bureau de conciliation siégeant comme bureau de jugement, écartant toutes conclusions contraires, et avant de statuer plus amplement ;

Invite les parties à fournir les renseignements suivants :

1° Depuis quand la demanderesse travaille-t-elle pour la défenderesse ?

2° A-t-elle travaillé d'une manière permanente pour la défenderesse ou bien ce travail a-t-il été interrompu ? Combien de temps ?

3° Quel est le montant du salaire touché par la demanderesse pendant la période sur laquelle s'étend l'action ?

4° Ce salaire comprend-il la rémunération d'aides qui travaillaient avec la demanderesse ? Le prix de fournitures ? Et quel est, d'après les parties, le salaire effectivement gagné par la demanderesse ?

Renvoie à ces fins la cause à l'audience du 4 février 1938, pour être jugée de droit.

Frais réservés.

DEUXIÈME JUGEMENT

Revu le jugement en la matière prononcé le 21 janvier 1938 ;

Vu les dossiers déposés par les parties ;

Attendu qu'il ressort de ceux-ci les renseignements suivants relatifs aux points sur lesquels des renseignements ont été demandés par le jugement précité ;

1° Concernant la première question :

La défenderesse déclare que la demanderesse a travaillé pour elle du 11 avril 1935 au 11 avril 1936 et du 11 avril 1936 au 17 avril 1937.

2° Concernant la deuxième question :

La défenderesse ajoute que, attendu qu'il s'agit en l'occurrence d'une travailleuse à domicile, il lui est impossible de déterminer si la demanderesse a travaillé pour elle d'une manière permanente.

La demanderesse n'a pas contesté les renseignements donnés par la défenderesse en réponse à ces deux questions.

3° Concernant la troisième question :

En réponse à des conclusions précédentes de la défenderesse, la demanderesse avait indiqué comme « salaire gagné » une somme de 7,502 fr. 90 ; le raisonnement qu'elle tient à l'appui de sa déclaration prouve que par ce chiffre, elle entend le salaire gagné au cours des deux années sur lesquelles porte le conflit.

La défenderesse indique comme salaire :

De 1935 à 1936 (voir 1°) . . .	fr. 4,392.50
De 1936 à 1937 (voir 1°) . . .	3,110.50
Total . . .	fr. 7,503.00

A ce sujet également, les parties sont d'accord.

La demanderesse admet que, puisque ce montant correspond à peu près à la moitié du salaire normal gagné par un tailleur de la région de G..., elle ne peut prétendre qu'à trois journées de congé payé par an, soit six jours pour les deux années.

4° Concernant la quatrième question :

La demanderesse conteste que le salaire précité comprendrait le prix de fourniture de petits ustensiles, d'accessoires, de chauffage, d'éclairage, etc.

La défenderesse affirme le contraire et fait valoir que la fourniture d'aiguilles, de galon, de chauffage, d'éclairage, etc., est estimée par la direction des contributions pour les ouvriers dont question ici à 15 p.c.

Attendu qu'il ressort de ce qui précède :

1° Que la demanderesse a été occupée par la défenderesse pendant les deux années en question ;

2° Que, vu que le salaire gagné correspond à peu près à la moitié du salaire normal d'un tailleur ordinaire travaillant toute l'année pour un seul patron, la demanderesse doit être considérée comme ayant subi une interruption d'activité de cinq à sept mois, interruption qui en cas d'application éventuelle de la loi du 8 juillet 1936 réduit le congé payé, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 août 1936, à trois jours par an, comme la demanderesse l'admet d'ailleurs ;

3° Que le salaire de base sur lequel, en application de la loi précitée, l'indemnité pour les jours de congé doit être calculée s'élève à 7,502 fr. 90 ;

4° Que, toutefois, ce salaire doit être diminué dans une certaine mesure à cause du fait que le travailleur à domicile est exposé inévitablement à des dépenses que le travailleur à l'usine ne doit pas supporter, par exemple pour le chauffage et l'éclairage ; qu'en outre, il est notoire que les tailleurs travaillant à domicile sont astreints à faire à leurs propres frais certaines fournitures peu importantes, telles que fil, aiguilles, etc. ; qu'il semble équitable d'estimer l'importance de ces frais à 10 p. c. ;

Que de ce fait, le salaire réel, sous déduction de ces frais, doit être fixé à (7,502 fr. 90 — 10 p.c. =) 6,752 fr. 61 ;

Attendu que les susdites données permettent en la matière l'application de la loi du 8 juillet 1936 ;

Que, admettant que le nombre normal de jours de travail s'élève à 300 par an, et que le salaire gagné par la demanderesse équivaut à la rémunération de 150 journées de travail par an, le salaire journalier de la demanderesse peut être considéré comme s'élevant à (6,752 fr. 61 : [2 x 150] =) 22 fr. 50 ;

Qu'une application équitable de la loi, qui n'est pas basée en principe sur le système de 2 p. c. du salaire, applicable exceptionnellement dans certaines industries, permet de déterminer que la demanderesse a droit, pour chacune des deux années en question, à une indemnité de 67 fr. 50, soit en tout, à 135 fr. ;

Que la circonstance que la demanderesse, sans aucune faute de sa part, et uniquement parce que la défenderesse a jugé que des obstacles matériels devaient suspendre provisoirement l'application de la

loi en faveur de la demanderesse et que, partant, celle-ci n'avait pas droit à un congé payé, ne peut pas priver cette dernière des indemnités prescrites par la loi sur les congés ;

Par ces motifs :

Le Conseil, écartant toutes conclusions contraires, condamne la défenderesse à payer à la demanderesse, à titre d'indemnité pour congés, la somme de 135 fr., avec les intérêts judiciaires et les dépens.

Table des Matières pour « Travail et Droit » 1938

	Pages		Pages
Articles d'ordre général.			
La socialisation du Droit	1	Durée du travail. — Femme de cuisine dans un hôtel saisonnier. — Heures légales	30
Vers la simplification des lois sociales (Georges)	5	Indemnité de préavis. — Prescription	36
Assurance-chômage, main-d'œuvre et socialisme (Georges)	18	Contrat d'emploi :	
Législation sociale.		Prescription en matière de contrat d'emploi. — Remplacement du salaire fixe par une commission. — Pas de nouveau contrat	8
Liste de lois et arrêtés	6, 19, 27, 35	Essai	10
La législation en faveur des mutilés et des estropiés (G.)	13	Compétence du Conseil de Prud'hommes. — Employeur occupant des jardiniers. — Chef-jardinier. — Qualité d'employé	11
Le travail à domicile. — Une législation mal appliquée (Georges)	25	Emploi des langues en matière judiciaire. — Voyageur de commerce. — Droit à la commission	15
La nouvelle loi relative aux congés annuels payés (P. Horion)	33	Conditions tendant indirectement à réduire l'indemnité de préavis	23
Jurisprudence.		Clauses accessoires détruisant la plus grande partie de l'utilité d'un contrat	24
<i>Accidents du travail :</i>		Clauses accessoires détruisant l'utilité d'un contrat ne pouvant être exécutées, sans enfreindre la bonne foi contractuelle	31
Accident de rue. — Chemin du travail. — Loi applicable. — Risque spécial. — Condition non requise	2	Taxe professionnelle :	
Incapacité permanente totale. — Notion. — Appareil orthopédique. — Inefficacité. — Entretien seulement jusqu'à la consolidation	8	Paiement par le patron à la décharge de l'ouvrier. — Recours contre l'ouvrier. — Obligation civile non accessoire du contrat de travail. — Compétence du juge de paix	3
Paiement en capital du tiers de la valeur de la rente. — Majoration de 4 p. c. représentant la rémunération de l'organisme chargé du service de la rente. — Jugement attaqué	22	Liberté d'association :	
Révision demandée par le blessé. — Décès du demandeur en cours d'instance. — Relation de cause à effet entre l'accident et le décès par suite de myélite diffuse. — Validité de l'expertise	28	Retenue sur les salaires en vertu d'une cession de salaires consentie par l'ouvrier à son patron. — Inapplicabilité de la loi du 7 juillet 1936	4
Commencement et suspension de la prescription	29	Congés payés :	
Diminution d'incapacité. — Comparaison des salaires. — Élément insuffisant	30	Arrêté royal du 28-8-1937. — Légalité	14
Lésions au doigt. — Algidité. — Incapacité permanente : 4 p. c. — Expertise judiciaire. — Valeur probante	36	Travailleurs à domicile. — Loi du 8 juillet 1936 applicable	37
Contrat de travail :		Bibliographie.	
Préavis. — Entrée en chômage au cours de la durée du préavis. — Cette thèse équivaldrait à supprimer purement et simplement les dispositions de la loi sur le contrat de travail. — Indemnité pour la durée entière du préavis.	12	Contrat de louages de services	4